



PROTOCOLE D'ENTENTE

ENTRE

L'ASSOCIATION NATIONALE DES UNIVERSITÉS TECHNOLOGIQUES (ANUT)
CI-APRÈS DÉSIGNÉE « ANUT »

ET

LA FÉDÉRATION DES CÉGEPS, QUÉBEC, CANADA
CI-APRÈS DÉSIGNÉE « FÉDÉRATION DES CÉGEPS »

CI-APRÈS APPELÉS « LES PARTIES »

ATTENDU QUE le contexte de la mondialisation et l'internationalisation de l'éducation exige le développement de compétences internationales et interculturelles pour tous les jeunes ;

ATTENDU QUE les relations de coopération en matière d'éducation entre le Québec et le Mexique ont été favorisées par les nombreuses collaborations entre les cégeps et les universités technologiques ;

ATTENDU QUE une entente de coopération entre le gouvernement du Québec et le gouvernement des États-Unis du Mexique en matière de formation professionnelle et technique a été signée 2010 ;

ATTENDU QUE les parties sont désireuses d'enrichir leur collaboration au niveau de la formation des étudiants, du développement de l'expertise des enseignants par des échanges entre les cégeps et les universités technologiques et du partage d'expériences en matière de formation, de transfert de technologie et de recherche ;

Les Parties conviennent de ce qui suit :

ARTICLE PREMIER

Le présent protocole d'entente vise à promouvoir les activités de mobilité internationale et de transfert de savoir-faire entre les Parties.

ARTICLE 2

Sans exclure les autres sujets dont elles pourraient convenir ultérieurement, les Parties conviennent de promouvoir les activités suivantes en fonction de l'objectif du présent protocole d'entente :

1. Favoriser la mobilité étudiante et enseignante ;
2. Promouvoir des échanges pédagogiques et des échanges de matériel didactique ;
3. Favoriser le développement de projets d'innovation technologiques ;
4. Favoriser des projets conjoints de recherche appliquée et de transfert technologique ;
5. Développer conjointement des programmes d'études, des projets et des activités dans des domaines et sur des thèmes d'intérêt commun, notamment l'enseignement du français et espagnol.

ARTICLE 3

Les Parties analyseront les conditions de mise en œuvre :

1. Des échanges d'étudiants dans le cadre de sessions d'études ou de stages en milieu professionnel en tenant compte des conditions propres aux différents programmes de bourses ou de stages dans lesquels s'inscrivent ces échanges. Dans le cas de séjours d'études de longue durée, les parties conviennent que les étudiants qui s'inscrivent dans l'établissement hôte, sont exonérés du paiement des droits de scolarité et acquittent les coûts annexes, le cas échéant ;
2. De perfectionnement pour les enseignants, qui leur permettront d'échanger sur divers aspects de leur pratique professionnelle, pédagogique et disciplinaire dans une perspective d'amélioration de la qualité de la formation dans les établissements des deux systèmes ;
3. Des projets de collaboration dans les domaines de la recherche appliquée et du transfert technologique pour lesquels la collaboration des centres de transfert de technologie sera sollicitée.

ARTICLE 4

Les activités découlant du présent accord pourront faire l'objet d'une convention particulière qui en définit notamment l'objet, les Parties concernées, les obligations des partenaires et les modalités de financement.

Les projets prévoyant des activités spécifiques entre un cégep et une université technologique et découlant de la présente entente devront faire l'objet d'un protocole d'entente entre les deux établissements.

ARTICLE 5

Un comité de suivi, nommé par les signataires du présent protocole, veillera à la mise en œuvre et à l'évaluation annuelle des activités réalisées dans le cadre de ce protocole d'entente.

Pour la Fédération des Cégeps :

- Le Président de Fédération des Cégeps
- La directrice des affaires internationales
- La coordonnatrice de la mobilité internationale

Pour l'ANUT

- Le Président de L'ANUT
- Le directeur de la mobilité et de la coopération internationale -CGUTyP
- Le coordinateur de la coopération internationale -CGUTyP

Ce comité de travail se réunira une fois par an en présence ou via les technologies de l'information et des communications pour veiller à la mise en œuvre du protocole d'entente.

ARTICLE 6

Les Parties financeront les activités énumérées dans le présent protocole grâce aux ressources prévues par leurs budgets respectifs, selon leur disponibilité, affectation budgétaire et les dispositions de leur législation nationale.

Les modalités de collaboration et les dispositions financières et sociales relatives à des séjours dans l'un ou l'autre pays seront élaborées conjointement et décrites dans un *addenda* au présent protocole.

ARTICLE 7

Le personnel de chacune des Parties chargé de collaborer aux échanges prévus dans le cadre du présent protocole d'entente, restera sous la direction et la supervision de son établissement d'origine de manière à ce que ne se créent pas de liens d'emploi avec l'autre partie qui ne pourra en aucun cas agir en tant qu'employeur substitut.

Le personnel envoyé par chacune des Parties dans l'autre pays se soumettra, dans le cadre de ses fonctions, aux dispositions de la législation applicable dans le pays hôte et aux dispositions, normes et règlements de l'établissement où il se trouve. Ce personnel ne pourra s'adonner à d'autres activités que celles prévues dans sa fonction, ni recevoir de rémunération, en dehors de celle établie, sans l'autorisation des autorités compétentes.

ARTICLE 8

Si, dans le cadre du présent protocole d'entente, les activités de coopération produisent des produits de valeur commerciale et/ou des droits de propriété intellectuelle, ces derniers seront régis par la législation nationale applicable, ainsi que par les conventions internationales en la matière, contraignantes pour les États-Unis du Mexique et le Canada.

ARTICLE 9

Les Parties ne sont pas tenues civilement responsables des dommages et préjudices qui pourraient résulter d'un cas fortuit ou d'une force majeure.

ARTICLE 10

Tout différend découlant de l'interprétation ou de l'application de ce protocole d'entente sera résolu par les Parties d'un commun accord.

ARTICLE 11

Le présent protocole d'entente entrera en vigueur au moment de sa signature pour une durée de cinq années. Il pourra être reconduit pour une période de même durée, à la suite de l'évaluation faite par les deux Parties.

Le présent protocole d'entente pourra être modifié par consentement mutuel des deux Parties et officialisé par une communication écrite dans laquelle sera mentionnée la date de son entrée en vigueur.

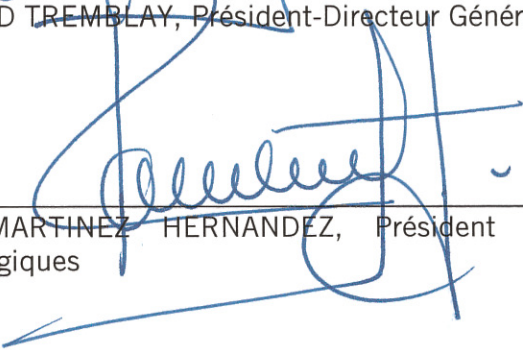
Chaque partie pourra mettre fin au présent protocole d'entente à n'importe quel moment suivant un préavis écrit de trente (30) jours signifié à l'autre partie.

La fin anticipée du présent protocole d'entente n'affectera pas le déroulement des actions de coopération qui auront été entreprises durant sa période d'application.

Signé à _____, le _____ de l'année deux mille quinze, en deux exemplaires originaux, en espagnol aussi bien qu'en français, les deux versions constituant les versions officielles du protocole d'entente.



BERNARD TREMBLAY, Président-Directeur Général, Fédération des cégeps



RAÚL MARTÍNEZ HERNÁNDEZ, Président de l'Association Nationale des Universités Technologiques



**MEMORANDO DE ENTENDIMIENTO
ENTRE**

**LA ASOCIACIÓN NACIONAL DE UNIVERSIDADES TECNOLÓGICAS (ANUT)
EN ADELANTE DENOMINADA « ANUT »**

Y

**LA FEDERACIÓN DE CEGEPS, QUÉBEC, CANADÁ
EN ADELANTE DENOMINADA « FEDERACIÓN DE CEGEPS »**

en adelante denominadas “las Partes”,

TOMANDO EN CUENTA el contexto de globalización y la internacionalización de la educación y las relaciones históricas de cooperación en materia de educación entre Québec y México en específico entre los CEGEP's y las Universidades Tecnológicas;

CONSIDERANDO el Acuerdo Marco de cooperación entre el Gobierno de Quebec y el Gobierno de los Estados Unidos Mexicanos en materia de formación profesional y técnica firmado en el año 2010;

ANIMADOS por el interés mutuo de enriquecer la formación de los estudiantes y favorecer el desarrollo de la experiencia docente a través de intercambios entre los CEGEPS y las Universidades Tecnológicas y de compartir experiencias en materia de formación tecnológica, transferencia de tecnología e investigación;

Han acordado lo siguiente:

ARTÍCULO 1

El Memorando de Entendimiento tiene como objetivo la promoción de las actividades de movilidad internacional y transferencia de saber-hacer entre las Partes.

ARTÍCULO 2

De acuerdo al objetivo del Memorando de Entendimiento, sin excluir el recurso a otras acciones que pudieran convenir ulteriormente, las Partes acuerdan promover las actividades siguientes:

- Favorecer la movilidad estudiantil y docente;
- Promover intercambios pedagógicos así como intercambios de material didáctico;
- Favorecer el desarrollo de la innovación tecnológica;
- Favorecer proyectos conjuntos de investigación aplicada y transferencia tecnológica;
- Desarrollar conjuntamente programas de estudios, proyectos y actividades en campos y sobre temas de interés común.
- Desarrollar e implementar proyectos de cooperación para la enseñanza y fortalecimiento del idioma francés y español.

ARTÍCULO 3

Las Partes analizarán las condiciones de implementación:

- de los intercambios estudiantiles en el marco de sesiones de estudios o prácticas en medio profesional, teniendo en cuenta las condiciones correspondientes a los diferentes programas de becas o prácticas en los que se realicen estos intercambios;
- de las estadías de perfeccionamiento para los docentes, permitiéndoles intercambiar sobre varios aspectos de su práctica profesional, pedagógica y disciplinaria, en la perspectiva de mejorar la calidad de la formación en las instituciones de ambos sistemas;

- de los proyectos de colaboración en las áreas de la investigación aplicada y transferencia tecnológica, para los cuales se solicitará la colaboración de los centros de transferencia de tecnología.

ARTÍCULO 4

Las actividades derivadas del presente Memorándum podrán ser contempladas en un convenio particular definiendo entre otros su propósito, las Partes integrantes, las obligaciones de los socios así como modalidades de financiación.

Los proyectos específicos entre un CEGEP y una Universidad Tecnológica, y resultando del presente acuerdo tendrán que ser objeto de un memorando de entendimiento entre las dos instituciones.

ARTÍCULO 5

Un Comité de Seguimiento, integrado por los firmantes del presente Memorándum supervisará la implementación y evaluación anual de las actividades realizadas en el marco del mismo.

Por la parte de la Federación de CEGEPs :

- El Presidente de la Federación de CEGEPs
- La Dirección de Asuntos Internacionales
- La Coordinación de Movilidad Internacional

Por la parte de la ANUT

- El Presidente de la ANUT
- El Director de Vinculación y Cooperación - CGUTyP
- El Responsable de Cooperación Internacional- CGUTyP

El Comité se reunirá anualmente presencialmente o a través de las Tecnologías de la información y comunicaciones, con la finalidad de asegurar la puesta en marcha del presente Memorándum.

ARTÍCULO 6

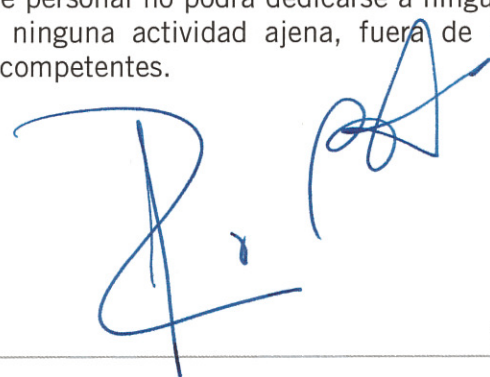
Las Partes financiarán las actividades a que se refiere el presente Memorando con los recursos asignados en sus respectivos presupuestos, de conformidad con su disponibilidad, afectación presupuestal y lo dispuesto por su legislación nacional.

Las modalidades de colaboración y disposiciones financieras y sociales respecto a estadias en uno u otro país se elaborarán conjuntamente y serán descritas en una *addenda* al presente Memorándum.

ARTÍCULO 7

El personal comisionado por cada una de las Partes continuará bajo la dirección y dependencia de la Institución a la que pertenezca, por lo que no se crearán relaciones de carácter laboral con la otra, a la que en ningún caso se considerará como patrón sustituto.

El personal enviado por una de las Partes a la otra se someterá en el lugar de su ocupación a las disposiciones de la legislación nacional vigente en el país receptor, y a las disposiciones, normas y reglamentos de la Institución en la cual se encuentre. Este personal no podrá dedicarse a ninguna actividad ajena a sus funciones, ni podrá dedicarse a ninguna actividad ajena, fuera de las establecidas, sin la previa autorización de las autoridades competentes.



ARTÍCULO 8

Si como resultado de las actividades de cooperación al amparo del presente Memorándum, se generan productos de valor comercial y/o derechos de propiedad intelectual, éstos se registrarán por la legislación nacional aplicable, así como por las convenciones internacionales en la materia, vinculantes para los Estados Unidos Mexicanos y Canadá.

ARTÍCULO 9

Las Partes no tendrán responsabilidad civil por daños y perjuicios que pudieran causarse como consecuencia del caso fortuito o fuerza mayor.

ARTÍCULO 10

Cualquier diferencia derivándose de la interpretación o aplicación del mismo se resolverá de común acuerdo entre las Partes.

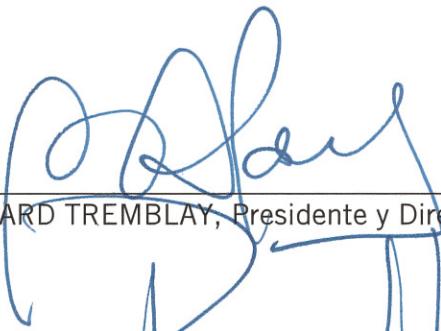
ARTÍCULO 11

El presente Memorándum de Entendimiento entrará en vigor a partir de la fecha de su firma y tendrá una vigencia de cinco años, prorrogable por un periodo de igual duración, previa evaluación de las dos Partes, podrá ser modificado por mutuo consentimiento de las Partes, formalizándolo a través de comunicaciones escritas, en las que se especifique la fecha de su entrada en vigor.

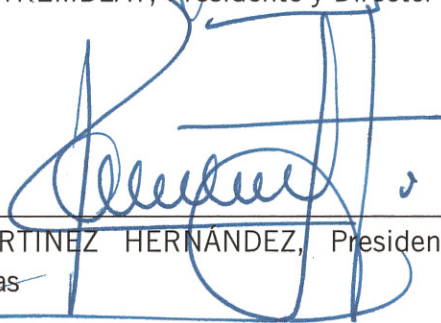
Cualquiera de las Partes podrá dar por terminado el presente Memorándum de Entendimiento en cualquier momento, mediante comunicación escrita dirigida a la otra con treinta (30) días de antelación.

La terminación anticipada del presente Memorando de Entendimiento no afectará la conclusión de las acciones de cooperación que hubieren sido formalizadas durante su vigencia.

Firmado en _____, el _____ de _____ del año dos mil quince, en dos ejemplares originales en los idiomas español y francés, siendo ambos textos las dos versiones oficiales del Memorando de Entendimiento.



BERNARD TREMBLAY, Presidente y Director General, de la Federación de CEGEPS



RAÚL MARTINEZ HERNÁNDEZ, Presidente de la Asociación Nacional de Universidades Tecnológicas